

SÉCURITÉ DES SITES PÉTROLIERS EN ALGÉRIE

Quatre sociétés étrangères se partagent le marché

L'attaque perpétrée par les terroristes contre le complexe de Tiguentourine à In Aménas a mis à nu tout le système de sécurité imposé par les sociétés étrangères et les négligences de la Sonatrach sur les questions de protection des sites. Dans ce magma de sécurité des installations pétrolières, les intérêts financiers se mêlent souvent à la corruption et surtout à l'espionnage.

Dans le cas particulier de l'association avec la compagnie britannique BP et la norvégienne Statoil, la Sonatrach a fait preuve d'absence de stratégie en matière de sécurité. Pendant des années, la conception de la sécurité de l'association était assurée exclusivement par une société britannique, Stirling.

Constituée d'experts en stratégie et de sécurité, Stirling a obtenu de nombreux contrats en Algérie pour des millions de dollars sans pour autant livrer des prestations supérieures à celle que pourraient proposer des sociétés algériennes.

Il aura fallu attendre les nombreux scandales qui ont ébranlé la Sonatrach, pour voir Stirling changer de stratégie, car les associations de droit algérien ne pouvaient plus s'offrir des prestations sur le territoire national, rémunérées en devises. C'est alors qu'est née la société Algerian Facilities Management Company (AFMC). Elle est le fruit d'un partenariat entre Stirling et une Société Algérienne de Services, utilisant l'image de notoriété du fils d'un ancien président de la République. Mais dans les relations entre BP et Stirling, il n'y a pas que les bonnes affaires. On trouve surtout des aberrations souvent tolérées par la Sonatrach sous le prétexte que les normes britanniques sont les meilleures dans les activités HSE (hygiène, sécurité et environnement).

Cette situation a fait que le transport routier de BP soit assuré pendant des années par le frère de Abou Zeid, l'émir de la zone de l'Aqmi. C'est également, en prenant le contrôle des activités HSE que BP a pu opérer un véritable massacre sur les puits d'In Salah et provoqué une déplétion précipitée du réservoir.

Avec cette même logique, les normes de sécurité ont été bafouées sur les sites d'In Aménas, situés pourtant à quelques dizaines de kilomètres de la Libye qui vit depuis 2010 des tensions d'ordre sécuritaire. Au lieu de confier la protection des sites à une société de gardiennage et de sécurité dont les employés sont suffisamment armés, on s'est contenté d'engager

de simples agents de sécurité, démunis de moyens conséquents et manquant surtout d'expérience. La logique britannique a même fait en sorte que le détachement militaire soit installé en dehors du complexe. La mauvaise évaluation du risque a fait le reste ensuite.

Situation de monopole

En Algérie, ce sont quatre sociétés étrangères de sécurité qui dominent le secteur pétrolier. Deux d'entre elles, Stirling et Control Risks, sont de droit britannique. Leurs concurrentes, GEOS et Amarante, sont françaises. La société Amarante est dirigée par Pierre-Antoine Lorenzi, ancien haut fonctionnaire du ministère de la Défense,



Photo : DR

se, et Alexandre Hollander, ancien officier supérieur des forces spéciales et du renseignement.

GEOS, quant à elle, est dirigée par un général de corps d'armée, Jean Heinrich dont la fonction officielle est celle de président du

directoire. Le général Jean Heinrich a fait sa carrière dans les opérations spéciales et le renseignement. Il a notamment dirigé le Service Action puis la Direction des opérations de

la Direction générale de la sécurité extérieure (DGSE), avant de fonder la Direction du renseignement militaire (DRM).

Ces deux sociétés de sécurité disputent les gros contrats algériens avec la célèbre compagnie britannique Control Risks, connue pour ses capacités à gérer les affaires de sécurité dans les environnements complexes et hostiles. On lui attribue même les capacités à gérer des coups d'Etat à travers ses 33 bureaux implantés sur les cinq continents.

Pourtant, sur l'échiquier algérien, figurent de nombreuses sociétés de sécurité où activent d'anciens cadres très compétents de l'armée. Ces officiers et généraux ont prouvé leur capacité à gérer les situations sécuritaires les plus complexes dans la lutte contre le terrorisme. La Sonatrach n'a jamais tenté d'imposer ces compétences algériennes dans ses associations avec les compagnies étrangères.

Mokhtar Benzaki

AFFAIRE IN AMÉNAS

Quand le monde salue «le tout sécuritaire»

L'affaire In Aménas a provoqué un véritable tournant dans la perception du phénomène du terrorisme, tant au niveau international qu'à l'échelon national. A l'unanimité, de Washington à Paris en passant par le Conseil de sécurité de l'ONU et l'Union européenne, la communauté internationale a fini par appuyer la position algérienne face aux ravisseurs d'Aqmi : fermeté, option «tout sécuritaire» et aucune négociation possible sur quoi que ce soit.

Kamel Amarni - Alger (Le Soir) - La rapidité de l'intervention des troupes d'élite de l'Armée nationale populaire, la conduite des opérations et leur succès en si peu de temps auront en effet fait brutalement basculer les attitudes peu clémentes que ces mêmes voix exprimaient aux deux premiers jours de la spectaculaire prise d'otages de Tiguentourine. A l'exception paradoxale de Paris qui, c'est une première d'ailleurs, avait pris une position très correcte vis-à-vis d'Alger, toutes les autres capitales dans le monde ont commencé par quelques refrains inamicaux dont le plus violent émanait de Tokyo. Mais tout bascula dans la soirée de jeudi avec la première vague de libération des otages réussie par le premier assaut des forces de l'ANP opéré sur la base de vie.

Des centaines de personnes seront ainsi délivrées des griffes des sanguinaires islamistes, par ailleurs éliminés jusqu'au dernier après le deuxième assaut, le plus sensible et le plus risqué pour

avoir concerné le site gazier où s'étaient retranchés les plus irréductibles terroristes avec des otages, et qu'ils avaient pris le soin de miner au préalable. Le résultat, à l'arrivée, et de l'avis de tous les spécialistes en la matière, est un exploit historique à mettre à l'actif de l'armée algérienne.

Les Américains ne tarderont pas du reste à témoigner : «Personne ne sait mieux que l'Algérie combien les groupes terroristes sont impitoyables», dira la secrétaire d'Etat Hillary Clinton. «L'Algérie a mené une guerre terrible contre les terroristes durant plusieurs années et avec de grosses pertes de vies.» La Maison Blanche réitérant à la même occasion leur position que «les Etats-Unis ne négocieront jamais avec les terroristes» et François Hollande estimant, de son côté, que dans l'affaire de In Aménas que «l'Algérie a apporté la réponse la plus appropriée», ce sera de suite un ballet incessant de «soutiens» qui s'enclenche émanant y compris des habitués indifférents face au drame algérien comme les pays du Golfe et la Ligue arabe. Mais le fait est là : l'on est vraiment loin de l'époque où, à chaque lâche attentat terroriste qui frappait notre pays, non seulement les soutiens se comptaient sur les doigts d'une seule main mais, plus grave encore, c'est «le qui-tue-qui ?», sous ses multiples formes, qui nous est servi en aval. La France de Mitterrand, qui avait misé lourdement sur le triomphe du FIS en Algérie, avait réussi, rappelons-nous, à isoler l'Algérie sur la scène internationale avec un triple embargo asphyxiant : diplomatique, économique et militaire. Sant'Egidio,

organisé par l'administration démocrate de Bill Clinton, n'a, en sus, commencé à desserrer son étai sur l'Algérie qu'après les attentats du 11 septembre. Mais c'est pratiquement, avouons-le, toutefois, à la même période que l'Algérie se lance paradoxalement dans une sorte de hara-kiri sécuritaire qui aura fini par déstabiliser la société, démoraliser les troupes et booster les réseaux islamistes : la réconciliation nationale. Une politique suicidaire qui décrétait, de manière directe ou indirecte, que tous ceux qui, parmi les militaires, avaient mené la lutte antiterroriste étaient, désormais «persona non grata». Une politique qui aura des conséquences terribles sur les segments réellement concernés par la traque de la bête terroriste. De manière sporadique, l'on aura même affaire à de spectaculaires et combien démoralisants coups montés comme «l'affaire Nezzar», où d'obscurs intégristes algériens réfugiés en Europe réussirent à faire ébranler des appareils judiciaires séculaires du Vieux Continent contre d'anciens hauts responsables militaires algériens pour «atteinte aux droits de l'Homme», c'est-à-dire pour avoir mené la lutte antiterroriste en Algérie ! Comme c'était le cas avec le 11 septembre 2001, il aura fallu un autre dramatique événement, l'affaire In Aménas en l'occurrence, pour que le monde se rende compte que le terrorisme, ça se combat. Avec son pire et seul ennemi : le tout sécuritaire !

K. A.

Ce qui fait la réaction nipponne

Les Japonais n'ont toujours pas décoléré, après l'assaut final, samedi, des forces spéciales de l'ANP contre le groupe terroriste auteur de l'attaque et de la prise d'otages au complexe gazier de Tiguentourine. Ceci alors que le reste des pays dont des ressortissants étaient également faits otages s'est, après leurs premières déclarations inquiètes, vite montré compréhensif. D'où vient cette distincte attitude nipponne ?

Sofiane Aït Iflis - Alger (Le Soir) - De l'ensemble des gouvernements directement concernés par la prise d'otages de Tiguentourine, seul le Premier ministre japonais a demandé à son homologue algérien de renoncer à l'assaut contre les terroristes preneurs d'otages. On peut comprendre que, dans un premier temps, ne disposant pas de suffisamment d'informations, le Japon, hautement préoccupé par la sécurité de ses ressortissants se trouvant sur le site, aurait pensé et souhai-

té d'autres dénouements possibles. Cependant, incompréhensiblement, l'attitude japonaise est demeurée la même après que les autorités algériennes eurent expliqué que l'assaut était inéluctable, tant est que les terroristes menaçaient d'exécuter leurs otages et qu'à un moment, jeudi, ils ont tenté de quitter la base de vie emportant des otages. Des témoins, dont il faudra cependant vérifier la véracité des faits qu'ils ont racontés, révéleront, après l'assaut final, que trois ressortissants japonais étaient tués dans l'attaque du bus (ils auraient tenté de fuir) et que six autres étaient exécutés par leurs ravisseurs juste après, dans la base de vie. Serait-ce cette information que les Japonais auraient pu avoir dès mercredi déjà qui a provoqué autant d'ire chez eux, mais qui les a aussi incités à vouloir épargner le reste de leurs ressortissants ? N'ayant pas connu le terrorisme islamiste, donc ne l'ayant pas combattu sur leur propre sol, la notion du tout sécuritaire pourrait leur paraître, par quelques aspects, notamment politiques, peu digeste. Par ailleurs, l'on sait, depuis l'attaque en 2003 contre l'Irak de la

coalition internationale dont ils avaient fait partie, que les Japonais sont plus portés sur la négociation et le paiement de rançon aux terroristes preneurs d'otages que sur la solution militaire. Le Japon, qui avait déployé en Irak une force de 600 hommes début 2004, a dû, sous la pression des groupes djihadistes qui menaçaient d'exécuter ses ressortissants faits otages, la retirer deux années plus tard, vers juillet 2006. Cet antécédent donne à comprendre que le Japon reste fondamentalement réfractaire à la solution radicale notamment quand elle met en danger ses ressortissants. Mais sa réaction à ce qui s'est passé entre mercredi et samedi à Tiguentourine (In Aménas) pourrait aussi s'expliquer par le niveau et le rythme des échanges diplomatiques ainsi que la nature de la relation diplomatique elle-même entre l'Algérie et le Japon. Courtoise, voire plus, la relation diplomatique entre les deux pays est loin d'atteindre le niveau de la relation que l'Algérie entretient avec les pays européens, la Grande-Bretagne et la France notamment, et les Etats-Unis d'Amérique. Avec ces derniers, outre la

coopération économique qui incite à une mise à jour régulière de la relation diplomatique, l'Algérie a également conclu des accords sécuritaires. Américains et Britanniques adhèrent d'ailleurs au consensus international contre le paiement de rançons aux terroristes, un consensus inspiré par l'Algérie. Ce considéré, il est aisé de saisir ce qui distingue notablement entre la réaction européenne et américaine et celle japonaise par rapport à l'assaut donné par les forces spéciales de l'ANP contre le groupe terroriste qui a attaqué le complexe gazier à In Aménas et fait près de 700 otages parmi les travailleurs. Inconcevable, le gouvernement japonais a trouvé, à l'évidence, confort dans l'appel téléphonique, dimanche, de François Hollande au Premier ministre Shinzo Abe. La relation diplomatique entre la France et le Japon étant plus fine, le Premier ministre japonais aurait souscrit à la proposition de Hollande de renforcer la coopération entre les deux pays sur les questions de sécurité concernant le continent africain et la lutte contre le terrorisme.

S. A. I.